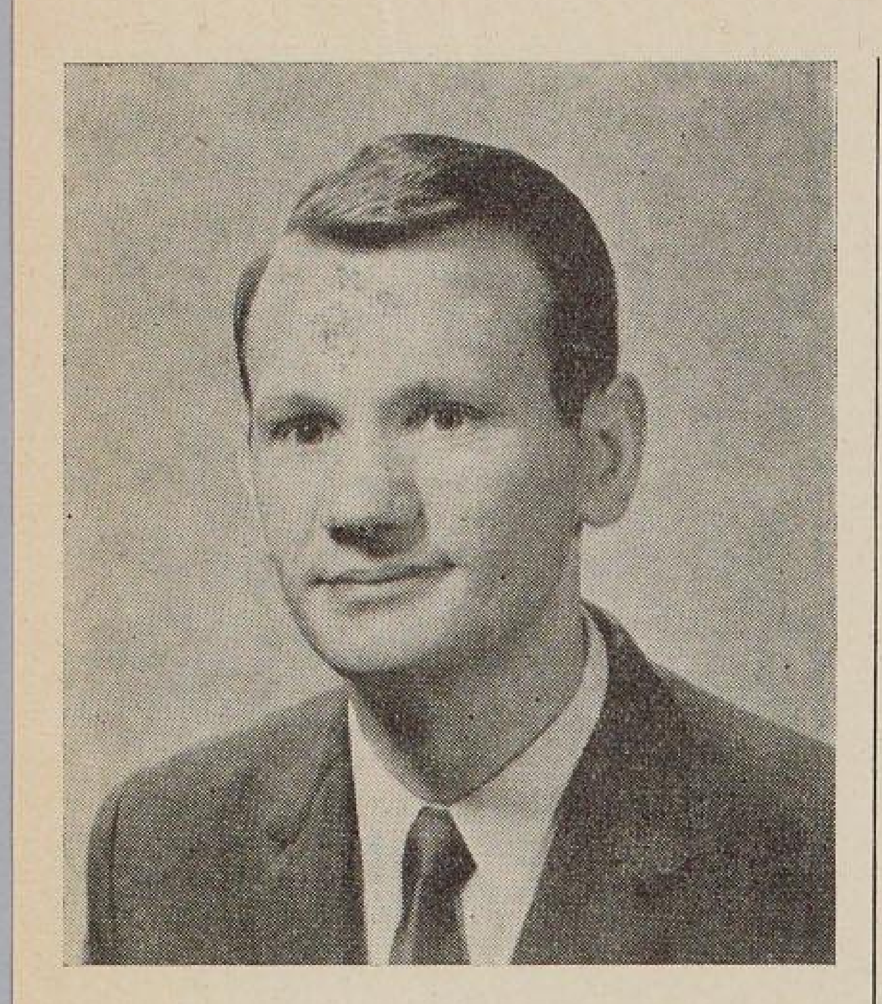


Jean-Claude LIJOUR

Instituteur public au Lion-d'Angers

28 ans

Membre du Comité Exécutif Fédéral de la F. G. D. S. de Maine-et-Loire

Candidat de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

Claude GRENIER

Agent technique à la Sécurité Sociale

24 ans

Suppléant éventuel

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968. (Maine-et-Loire)

3e CIRCONSCRIPTION (Saumur-Nord Baugé)

Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

Electrices, électeurs démocrates et républicains,

La Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste s'est clairement prononcée pour ces nouvelles élections législatives, seul moyen démocratique de mettre fin à la crise que nous traversons. Elle propose au peuple de France un programme conforme aux intérêts des travailleurs de toutes catégories.

Investis par la F. G. D. S. de Maine-et-Loire dans la circonscription de Baugé-Saumur-Nord nous nous attacherons à suivre ce programme indispensable au renouveau de l'Anjou, région particulièrement desheritée et abandonnée par le Pouvoir.

POUR LA LIBERTÉ DÉMOCRATIQUE

Pendant 10 ans tout a dépendu de la volonté d'un seul. Pour mettre fin au régime de pouvoir personnel, dont chacun maintenant voit les résultats, et pour assurer la stabilité dans la démocratie, nous vous proposons :

1°) Un contrat entre l'Assemblée et le Gouvernement pour la durée de la législature, avec retour devant les électeurs en cas de crise ministérielle.

2°) L'indépendance totale de la Justice qui ne doit pas devenir entre les mains du Pouvoir un instrument de répression.

3°) La LIBERTÉ de l'information et l'indépendance absolue de la Radio-Télévision à l'égard de tous les pouvoirs, indépendance garantie par une gestion tripartite de l'O. R. T. F. (Etat, personnel, personnalités désignées par les deux premiers collèges).

4°) L'abolition des restrictions au droit de grève et la reconnaissance du droit syndical.

5°) L'épanouissement des LIBERTÉS des Communes en leur donnant les moyens légaux et financiers de gérer leurs propres affaires.

POUR UNE ÉCONOMIE DE PROGRÈS

Après 10 ans de gestion gaulliste, la France de 1968 n'est pas une nation moderne.

Nous proposons :

— Un plan démocratique **discuté** de la base locale au niveau national.
— La nationalisation des industries de l'armement, de l'espace et de la pharmacie.
— Le relèvement de l'abattement à la base pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques supporté surtout par les salariés.
— La création d'une banque nationale d'investissement.

POUR UNE AGRICULTURE MODERNE

L'Agriculture est un élément fondamental de la vie de notre pays et de l'Anjou. Dans ce domaine comme dans les autres, après 10 ans d'un Pouvoir sans partage, le régime n'a rien résolu d'essentiel. Le gouvernement actuel a surtout réussi à accélérer la désertion des campagnes en contraignant les agriculteurs à la misère.

La F. G. D. S. n'a pas la prétention de tout régler dans ce vaste problème si important pour notre circonscription. Mais les problèmes des agriculteurs sont les nôtres et c'est en dialoguant avec eux que nous arriverons à une société plus juste.

Nous vous proposons :

— La recherche de nouveaux débouchés pour les produits agricoles français (viande, lait) par l'unité politique de l'Europe, par l'élargissement du Marché Commun.
— La modernisation et le développement de l'enseignement agricole, notamment supérieur, par la création d'Instituts Universitaires de Technologie axés sur l'agriculture.
— L'application du statut du fermage, l'augmentation de durée des baux ruraux afin de faciliter l'installation des jeunes agriculteurs, l'octroi de prêts à long terme et à faible intérêt pour ceux qui veulent améliorer leur exploitation.
— La recherche d'un système (municipalisation des sols ?) permettant de mettre fin à l'endettement des jeunes agriculteurs qui doivent rembourser les parts de leurs frères et sœurs.
— L'abaissement de l'âge de la retraite et la réévaluation de l'indemnité viagère de départ.

POUR UNE VRAIE JUSTICE SOCIALE

Le droit à la Santé exige l'abrogation des ordonnances anti-sociale sur la Sécurité Sociale, ordonnances qui aggravent la situation déjà difficile des masses laborieuses.

Le droit au logement exige la construction de 600 000 logements par an, dont 350 000 logements sociaux.

Le droit à la solidarité nationale exige :

— Pour les handicapés, l'accroissement des crédits pour la réadaptation à une vie décente.
— Pour les victimes de guerre et les anciens combattants, le respect du rapport Constant.
— Pour les rapatriés d'Algérie, l'indemnisation sur la base de la Loi des dommages de guerre de 1946.
— Pour les personnes âgées, l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans.

Les droits de la femme exigent :

— La refonte, dans un sens plus large, de la loi sur la maternité heureuse et volontaire.
— Le respect du principe « A travail égal, salaire égal ».
— Le remboursement à 100 % des congés de maternité.
— Le développement des équipements sociaux (crêches, écoles maternelles, colonies de vacances, etc...)

POUR LA PRIORITÉ DES PRIORITÉS A L'ÉDUCATION NATIONALE

En faisant confiance à deux jeunes pour défendre son programme dans la 3e circonscription, la Fédération de la Gauche a voulu montrer l'importance qu'elle attache aux problèmes de la jeunesse. C'est par elle en effet que se fera le monde de demain. Pour la préparer à ses responsabilités futures, il est indispensable de donner à tous les jeunes les mêmes chances dans la vie, c'est-à-dire de pratiquer une véritable démocratisation de l'enseignement. Nous proposons donc :

— 25 % du budget à l'Education Nationale.
— La gestion tripartite du Service national de l'Education (Administration, Enseignants, Parents d'Elèves ou Etudiants).
— La revalorisation de la fonction enseignante par une meilleure formation générale et professionnelle.
— La gratuité de l'enseignement pendant la scolarité obligatoire, l'augmentation des bourses et le pré-salaire étudiant.
— L'abaissement de la majorité civile et civique à 18 ans.
— L'abaissement de la durée du service militaire à 12 mois, puis à 8 mois.
— Le développement des installations sportives et culturelles (Maisons de la Culture et des Jeunes, stades).

POUR LA PAIX DANS UN MONDE ORGANISÉ

L'arme atomique peut détruire l'humanité.

NOUS VOULONS :

— La renonciation à la Force de Frappe Atomique, si ruineuse pour la France, et la reconversion à des fins pacifiques de l'industrie atomique d'armement.
— Une action cohérente en faveur du désarmement, la signature des accords sur la cessation des essais nucléaires et un accord général contre la dissémination de ces mêmes armes.
— L'aboutissement rapide des négociations pour la cessation de la guerre du Vietnam.
— Une action énergique de la France pour la construction de l'Europe des Travailleurs, garantie par l'élection au suffrage universel d'un Parlement Européen élargi à la Grande-Bretagne et lié aux peuples de l'Est Européen par des institutions communes.

citoyennes, citoyens,

Ce que le Pouvoir Gaulliste n'a pu faire en 10 ans, il ne le fera pas demain.

En vous prononcant pour le programme de la F. G. D. S. vous vous dresserez contre un régime de pouvoir personnel et de stagnation économique et sociale qui conduit le pays au chaos.

Vous voudrez une démocratie française au service de l'Homme et l'Europe au service de la Paix.

SEGRE - Imp. du Mercure

LE PROGRAMME DE LA FÉDÉRATION DE LA GAUCHE QUI CONCILIE JUSTICE SOCIALE ET LIBERTÉ, RÉPOND A VOS ASPIRATIONS.

POUR LE FAIRE ABOUTIR, VOUS VOTEREZ MASSIVEMENT POUR LE CANDIDAT DE LA F.G.D.S.

JEAN-CLAUDE LIJOUR